

Procès Verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'association Éponyme du 23 avril 2012

Table des matières

Contexte :	1
Convocation de l'Assemblée Générale Extraordinaire.....	1
Contentieux concernant les statuts de l'association :	1
Procès verbal :	1
Liquidation des biens d'Éponyme :	3
Candidature à la Délégation de Service Public :	3
Modification des statuts de l'association :	4
Élections des membres du Conseil d'Administration.et du Bureau.....	5
Annexes.....	8

Contexte

Convocation de l'Assemblée Générale Extraordinaire

L'Assemblée Générale Extraordinaire (AGE) convoquée le 23 avril 2012 fait suite à la motion adoptée lors de l'Assemblée Générale Ordinaire (AGO) du 09 mars 2012.

Le bureau de l'association Eponyme ayant tardé à prendre les dispositions nécessaires à la convocation de cette AGE, 8 membres du Conseil d'Administration ont formellement réitéré la demande de cette AGE.

Nous pouvons constater que les points demandés à l'ordre du jour, tant par l'AGO que par les membres du CA, ne figurent pas dans la convocation effectuée par la présidente Hayat Loukili.

Contentieux concernant les statuts de l'association

La présidente Hayat Loukili et le bureau en place assure que le quorum de l'Assemblée Générale Extraordinaire est de la moitié des adhérents plus un. Le bureau d'Hayat Loukili se base sur les statuts déposés en préfecture, statuts qui font références à d'anciens statuts dans lesquels était précisé que le quorum est de la moitié des adhérents plus un pour réunir une AGE.

Sont opposés les arguments suivants :

1. La références à d'anciens statuts n'a aucune valeur juridique, seuls compte les derniers statuts déclarés en Préfecture, celle-ci n'étant pas tenue d'archiver les documents d'associations de droit privé.
2. Les statuts qui on été voté lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 Janvier 2011, ne corresponde pas à ceux déposés en Préfecture. Les statuts voté lors de cette AGE ne mentionne un aucun cas, une références aux anciens statuts.
3. En cas de litige c'est l'usage qui prévaut. Or, dans l'histoire d'Eponyme jamais un quorum de la moitié des adhérents plus un n'a été respecté pour une AGE, même quand l'association était régie par des anciens statuts qui l'exigeaient.

Procès verbal :

L'accueil des adhérents (signature et récupération du matériel de vote) se fait dans le calme de 17h00 à 18h20.

165 membres sont présents ou représentés par procuration au début de l'AGE.

Une cinquantaine de personnes se sont vu refuser leur (ré)adhésion sur place, par les membres du Bureau Hayat Loukili et Jérôme Cucarollo, assistés d'agents d'une entreprise de sécurité privée.

18h20 : L'adhérent Alexandre Briand ouvre la séance.

Hayat Loukili précise l'article 16.3 des statuts déposés en Préfecture (aujourd'hui à la DDSC) après l'A.G. du mois de janvier 2011. Cet article, relatif à la convocation des AGE, fait référence aux anciens statuts de l'association (datant de 2008). Ces derniers précisent que l'AGE ne peut être tenue que si la moitié des membres de l'association sont présents (dans ce cas plus de 1600 personnes).

Vu le nombre de personnes présentes, Hayat Loukili déclare que l'AG ne peut se tenir, faute d'atteindre le quorum et prétend donc lever l'AGE sans laisser opportunité aux présents de s'exprimer.

Huée de l'assemblée.

Différents adhérents prennent malgré tout la parole faisant valoir soit que la référence à d'anciens statuts dans les statuts en cours est nulle et non avenue, soit que les statuts valables pour régir la vie interne d'une association sont ceux adoptés en AG et pas ceux déposés en préfecture : Le fait que les statuts déposés en préfecture diffèrent de ceux adoptés en AG relève d'une erreur administrative.

Hayat Loukili fait fi des contestations et commence à ranger un banc.

David Rouquet et Barbara Julien, respectivement ancien trésorier et ancienne secrétaire, annoncent que les changements de bureaux de l'association n'ont pas été déclarés (ni à la Préfecture, ni à la DDSC) depuis plus de huit mois. Hayat Loukili ayant manqué à ce devoir élémentaire, David Rouquet et Barbara Julien sont toujours déclarés responsables légaux de l'association à la DDSC.

En l'absence de Claire Guichou, toujours déclarée présidente à la DDSC, et vu le refus d'Hayat Loukili, David Rouquet propose de présider cette AGE.

David Rouquet fait valoir que cette décision va dans le sens d'Hayat Loukili qui considère que seuls les documents déposés à la DDSC font foi pour régir l'association.

Hayat Loukili, Jérôme Cucarollo et Gilles Aumjaud, respectivement présidente, secrétaire et trésorier de l'association, non déclarés à la DDSC, quittent l'assemblée générale, suivis par une vingtaine de personnes.

David Rouquet invite les membres présents à ajouter des points à l'ordre du jour de l'AGE. Conformément aux statuts (quelle que soit la version considérée), de nouveaux points peuvent être ajoutés à l'ordre du jour et délibérés si 1/4 des présents (procurations exclues) y sont favorables.

1. Annulation de la décision du CA de transférer les biens de l'association au bâtiment EVE ; Suite au vote, l'ajout de ce point est accepté (109 pour, 0 contre, 1 abstention).
2. Annulation de la décision du CA de ne pas candidater à l'appel d'offre de la DSP ; Suite au vote, l'ajout de ce point est accepté (109 pour, 0 contre, 1 abstention).
3. Vote de nouveaux statuts ; Suite au vote, l'ajout de ce point est accepté (109 pour, 0 contre, 1 abstention).
4. Election éventuelle des nouveaux membres du CA (conformément aux nouveaux statuts s'ils sont adoptés); Suite au vote, l'ajout de ce point est accepté (109 pour, 0 contre, 1 abstention).
5. Election éventuelle du nouveau bureau (conformément aux nouveaux statuts s'ils sont adoptés); Suite au vote, l'ajout de ce point est accepté (109 pour, 0 contre, 1 abstention).

Liquidation des biens d'Éponyme :

Ce point consiste en un débat et un vote pour rendre caduque la décision du CA du 17 avril 2012 « d'affecter au bâtiment EVE » les biens matériels et immatériels de l'association.

Samuel Chopin présente son interprétation de cette décision du CA qui consiste en fait à donner l'ensemble des biens notamment immatériels et moraux de l'association au PRES qui sera bientôt propriétaire du bâtiment EVE.

Alexandre Lamothe présente sommairement les biens accumulés par l'association Éponyme durant ses 8 années d'activités (matériel scénique, informatique, grands rideaux de l'Agora, armoires fortes etc. mais aussi site Web de EVE, plateforme [Pl@tine](#), etc.). Il estime que ces biens peuvent représenter une valeur atteignant 100 000 €.

David Rouquet précise que ces biens ont été acquis par des ressources propres de l'association ou par des partenariats établis à l'initiative et par le travail de l'association pour bénéficier d'autres subventions publiques qui ne sauraient être allouées à un organisme tel que le PRES. Donner ce matériel au PRES relèverait du détournement de biens sociaux.

Fabien Givernaud fait valoir que le matériel peut être donné au PRES si il le réaffecte à des associations Étudiantes.

Jean François Mirales rappelle que l'on parle ici de patrimoine et qu'il est de toute façon illégal d'en faire don sauf lors d'une AGE de dissolution de l'association.

La motion suivante est soumise au vote de l'assemblée :

vote pour rendre caduque les décision du Conseil d'Administration (CA) du 17 avril 2012 qui donne les biens matériels et immatériels au propriétaire du bâtiment Eve :

- Ne prends pas part au vote (NPPV) : 0
- Abstention:1
- Contre:1
- Pour:128

Candidature à la Délégation de Service Public :

Ce point porte sur la décision du CA du 17 avril 2012, concernant la candidature à l'appel d'offre du PRES pour la gestion du bâtiment EVE en Délégation de Service Public.

Le CA avait en effet décidé que l'association Eponyme ne répondrait pas à l'appel d'offre, alors que la gestion de l'Espace Vie Etudiante est l'objet principal de l'association (conformément à ses statuts, quels que soit la version considérée).

Une question est posée quant à la marche à suivre lorsque des décisions du CA sont remises en cause. Faut-il les faire re-voter par le nouveau CA ?

Alexandre Lamothe rappelle que l'AG de l'association est souveraine, les membres du CA, et en particulier les membres du bureau doivent respecter et mettre en œuvre les décisions prises en AG.

Concernant la crédibilité de la réponse à l'appel d'offre par Eponyme, Samuel Chopin rappelle que si les nouveaux statuts de l'association sont adoptés, le CA et en particulier le bureau pourra être composé d'étudiants d'horizons et de sensibilités politiques très variés, contrairement à ce qui est observé aujourd'hui. Ceci devrait grandement jouer en faveur d'Eponyme, montrant que c'est une association qui rassemble réellement tous les étudiants et pas les seuls sympathisants à une force politico-syndicale.

Jean François Mirales rappelle que l'enjeu est ici très important, il s'agit de missionner les administrateurs de l'association pour répondre à l'appel d'offre alors que la date limite est seulement deux jours plus tard.

Samuel Chopin procède à la lecture d'une proposition de lettre de candidature pour répondre à la DSP. Cette lettre est présentée en annexe.

Un adhérent note que des membres qui ont quitté l'assemblée en début de séance filment l'AG du premier étage à l'aide de téléphones portables.

Ces derniers et les membres du Bureau sont invités à venir s'exprimer sur leurs raisons de vouloir empêcher Eponyme de répondre à l'appel d'offre. Le trésorier Gilles Aumjaud présent sur les coursives, du premier étage décline l'invitation sans justification.

Des précisions sur la nature de l'appel d'offres sont demandées par des adhérents.

David Rouquet rappelle que le bâtiment Eve appartient aux universités qui en délèguent la gestion via une Délégation de Service Public (DSP). Une DSP est un contrat à durée

déterminée. La DSP actuellement allouée à l'association Eponyme pour la gestion du bâtiment EVE prenant fin en aout, un nouvel appel d'offre public est lancé, les associations étudiantes ne sont bien entendu pas les seules à pouvoir y répondre.

La résolution suivante est soumise au vote de l'assemblée :

Vote pour rendre caduque la décision du CA du 17 avril 2012, concernant la candidature à l'appel d'offre du PRES :

- NPPV:0
- Abstention:1
- Contre:0
- Pour:131

La résolution suivante est soumise au vote de l'assemblée :

Vote pour approuver la lettre de candidature à l'appel d'offre, lue en assemblée :

- NPPV:0
- Abstention:8
- Contre:8
- Pour:132

Modification des statuts de l'association :

Régis Bourgoingt présente des propositions de modification des statuts. Les statuts pris en référence sont ceux adoptés lors de l'AGE du 18 janvier 2011 et présentés en annexe.

Le premier point concerne la composition du CA. Il comprend actuellement 9 membres de droit (5 VPE et 4 élus CEVU) sur 19 personnes. La proposition consiste à revoir la place des VPE dans le CA. Il deviendraient membres à titre consultatif et **non** plus délibératif. Ceci permettrait en outre d'éviter les « conflits d'intérêts » par rapport à la DSP. En effet, les VPE participant à l'élaboration du cahier des charges et de l'appel d'offre de DSP, le fait qu'ils soient partie-prenantes au sein d'une structure répondant à l'appel d'offre peut être problématique.

Florian Turc, VPE de l'UJF, précise que la présence des VPE à titre consultatif dans le CA de l'instance délégataire est rendu obligatoire par le cahier des charges. Par ailleurs, les VPE auront dorénavant une place délibérative au sein d'un conseil de gestion du bâtiment EVE et ne seront donc en aucun cas écartés du projet. Il est favorable à cette réforme-là des statuts.

David Rouquet rappelle que l'appel d'offre est public et qu'il n'est pas garanti que ce soit une association étudiante qui l'emporte. La création d'un conseil de gestion représentant l'autorité délégante assure un contrôle sur le projet, quel que soit le délégataire.

Le deuxième point consiste à étendre la composition du CA en passant de 5 à 10 le nombre de membres élus en AG et de 5 à 10 le nombre de membres élus au conseil des associations. L'enjeu est ici de permettre une représentativité ouverte au sein du CA et que

les étudiants de tous horizons et de toute sensibilité politique puissent y être représentés.

Le troisième point consiste en une modification des modalités de convocation des AG (ordinaires et extraordinaires).

Des débats ont lieu sur le nombre minimum de membres de l'association requis pour exiger la convocation d'une AG, ainsi que sur le quorum des AG.

La résolution suivante est soumise au vote de l'assemblée :

Vote pour remplacer le quorum de décisions en Assemblée (article 17.2) à 75 personnes (au lieu de 30), et du nombre d'adhérents pour convoquer l'AG (article 17.3) à 40 personnes (au lieu de 30) :

- NPPV : 1
- Abstention : 7
- Contre : 6
- Pour : 103

Vote des statuts amendés précédemment :

- NPPV : 0
- Abstention : 5
- 1/2
- Contre : 0
- Pour : 98

Les statuts amendés sont adoptés par l'association.

Des copies des nouveaux statuts ainsi amendés circulent dans l'assemblée pour être signées par les membres qui souhaitent témoigner. À la fin de l'AGE, plus de 80 adhérents auront signé.

Élections des membres du Conseil d'Administration et du Bureau

Les nouveaux statuts de l'association précédemment adoptés prévoient l'élection de jusqu'à 10 membres issus de l'AG au CA de l'association.

Deux possibilités sont envisageables :

1. Renouveler les dix membres du CA issus de l'AG
2. Conserver les 5 membres élus lors de la dernière AGO et élire seulement 5 nouveaux membres.

La résolution suivante est soumise au vote de l'assemblée :

Vote pour élire 10 nouvelles personnes au CA (sans garder les 5 élus adhérents déjà membres du CA) :

- NPPV : 1
- Abstention : 9

– Contre :72

– Pour :36

Cette motion est donc rejetée par l'assemblée.

La résolution suivante est soumise au vote de l'assemblée :

Vote pour renouveler le bureau pendant l'AGE :

– NPPV :0

– Abstention :0

– Contre :0

– Pour :124

Nous procédons maintenant à l'élection de 5 membres du CA et d'un nouveau bureau pour l'association.

Les candidats au CA et aux postes du Bureau prennent successivement la parole pour présenter leurs professions de foi.

Le vote de 5 nouveaux membres adhérents au CA et du nouveau bureau prend donc lieu.

Résultat des élections :

Nombre de votants : 117

2 votes nuls.

Élus au conseil d'administration :

– Thomas BADIN avec 112 voix

– Emmanuelle VALLEE avec 108 voix

– Régis BOURGOINT avec 111 voix

– Antoine MUSY avec 113 voix

– Timothée GAXOTTE avec 112 voix

Élus au bureau de l'association :

– Emmanuelle VALLEE avec 103 voix en tant que co-présidente

– Alexandre LAMOTHE avec 108 voix en tant que co-président

– Thomas BADIN avec 102 voix en tant que trésorier

– Antoine MUSY avec 91 voix en tant que secrétaire

Les candidats élus insistent sur le fait qu'ils remettront leurs mandats en jeu en début d'année universitaire prochaine, c'est à dire après la fin de la DSP actuelle.

L'AGE est levée dans le calme à 22h30.